

*Le budget—M. Volpe*

publique au développement n'ont pas été tenus. Le gouvernement n'a pas honoré le dépôt sacré de l'universalité.

Si le gouvernement allait réellement s'attaquer au déficit, le budget aurait dû supprimer les échappatoires qui abondent dans le régime fiscal inéquitable que notre pays a depuis si longtemps.

Je voudrais conclure en faisant particulièrement allusion aux répercussions de ce budget sur Victoria. Nous avons vu que les coupures infligées à Radio-Canada rendent encore plus problématiques les studios de production promises il y a plus de 35 ans aux habitants de Victoria. Nous voyons que le gouvernement commence à vouloir revenir sur son engagement à propos du *Polar-8*. Nous espérons que ce n'est pas le cas. Nous lutterons avec acharnement pour faire en sorte que cela ne se produise pas.

Nous voyons la menace, signalée maintenant par le Conference Board, d'un marasme économique qui en découle, juste au moment où notre collectivité commence à se remettre du déficit de 1981-1982. Nous voyons la E and N Railway menacée à la suite de ce budget.

La députée fera-t-elle des commentaires sur le fait que le budget ne traite pas de la question de l'environnement que tous les partis considèrent comme cruciale? Pourquoi n'y a-t-il rien dans le budget pour l'environnement?

**Mme Anderson:** Monsieur le Président, je crois que le député n'a pas lu tout le budget. Nous avons certes imposé les revenus supérieurs et nous protégeons les gens à faible revenu, bien sûr.

Il est certes question de l'environnement dans le budget. C'est ma priorité: N'oublions pas que nous avons le devoir de protéger l'avenir de nos petits-enfants. Et c'est maintenant qu'il faut le faire. Nous devons nous serrer la ceinture.

Nos programmes sociaux demeurent intacts en tout cas. Il va de soi que nous nous occuperons très bien des gens dans le besoin.

**M. Kindy:** Monsieur le Président, je voudrais que la députée nous dise ce qu'elle pense de la taxe sur les produits et services. Cette taxe, qui entrera en vigueur en 1991, est d'environ 9 p. 100 sur tous les produits et services. Elle générera probablement 23 milliards de dollars en recettes fiscales aux dires du ministre. La députée ne croit-elle pas que c'est une taxe injuste pour les consommateurs? Approuve-t-elle ce genre de taxation?

**Mme Anderson:** Monsieur le Président, la nouvelle taxe sur les produits et services remplacera la taxe actuel-

le sur les ventes des fabricants. Très peu de gens se rendent compte que la taxe sur les ventes des fabricants, qui est injuste et très lourde, soit dit en passant, puisqu'elle est d'environ 12 p. 100, sera supprimée entièrement avant l'entrée en vigueur de la taxe de 9 p. 100 sur les produits et services. Les consommateurs ne paieront qu'une seule taxe et ils s'en trouveront beaucoup mieux.

**M. Fisher:** Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma compagne de comité, la députée de Simcoe-Centre (*Mme Anderson*), pour le discours qu'elle a prononcé.

Pourrait-elle nous dire qui a financé le programme scolaire très louable en vigueur à Barrie? La formation que reçoivent nos jeunes aujourd'hui est très bonne certes car elle les prépare pour l'avenir. Leur réussite au concours auquel ils ont participé à Columbus, en Ohio, est un bel exemple de leurs talents. Si seulement nous avions les emplois qui permettraient à ces talents de s'épanouir.

Quelle est la source de financement du programme à Barrie? Deuxièmement, peut-elle affirmer aux députés qu'après ce budget un financement similaire sera disponible, après janvier 1990, pour de tels programmes?

**M. le vice-président:** Les questions et les observations doivent porter sur le discours. Je ne sais pas si la députée a mentionné la question particulière que soulève le député de Saskatoon-Dundurn (*M. Fisher*). La députée peut répondre si elle le désire.

**Mme Anderson:** Monsieur le Président, le projet *Skills Canada* est financé par le gouvernement fédéral et aussi par l'industrie. Il est aidé par les éducateurs de la collectivité. Nous espérons que ce programme sera adopté dans tout le pays. Il a beaucoup de succès et il a permis aux jeunes sur le point de tout lâcher et qui ne veulent pas aller à l'université, de se rendre compte qu'il y a des écoles techniques. Ils peuvent vivre convenablement et obtenir une formation.

L'industrie aide en fournissant sa collaboration, en prenant les étudiants dans ses entreprises ou en fournissant du matériel par le biais de ce que l'on appelle «l'adoption d'un atelier.» C'est un projet qui a eu beaucoup de succès dans notre région et au sujet duquel je suis très enthousiaste.

• (1630)

**M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre aujourd'hui la parole pour exposer les vues de mes électeurs d'Eglinton—Lawrence sur le budget. Je le fais presque sous l'empire de la colère. En effet, mes électeurs qui sont tellement canadiens dans leur volonté de résoudre eux-mêmes les crises, qui ont tellement confiance que le gouvernement va